



23 OCTOBRE | PARIS

La Conférence Climat tiendra-t-elle ses promesses ?



A propos des résultats de la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, Ban Ki Moon avait déclaré que « plusieurs engagements concrets n'auraient pas été là sans l'engagement et l'implication de la société civile », ajoutant qu'elle joue un rôle clé dans « la mobilisation des ressources au niveau national et la pression sur les pays bailleurs de fonds pour qu'ils remplissent leurs engagements ».

Même si le processus des Conférences Climat est, *infine*, entre les mains des seuls négociateurs étatiques, nul n'ignore que la pression qu'exercent les sociétés civiles et leurs organisations joue aujourd'hui un rôle décisif. Pas moins de 75 pays ont donné à leurs sociétés civiles, entendues comme la **réunion de représentants d'organisations socioprofessionnelles et de militants civiques**, la possibilité de se concerter et de s'exprimer dans le cadre de Conseils économiques et sociaux (leur titre incluant parfois en outre environnementaux et culturels). Certains, comme la France, ont aussi organisé cette représentation à l'échelon local avec les Conseils économiques et sociaux régionaux (CESER).

Les Conseils économiques et sociaux de l'Union européenne, d'Afrique (UCESA), de la Francophonie (UCESIF) et des Territoires français (CESER) ont ainsi décidé de s'appuyer sur cette légitimité pour construire, tout au long de l'année 2015, une réflexion commune sur le dérèglement climatique et ses enjeux, avec comme objectif d'utiliser leur **mission de conseil auprès des gouvernements et parlements**, mais aussi d'information et de sensibilisation de l'opinion publique, pour nourrir une mobilisation collective d'ampleur.

MISE EN COMMUN DES TRAVAUX

La force des réseaux de Conseils économiques et sociaux réside dans la valeur ajoutée qu'ap-

porte la complémentarité de leurs travaux : regards africains, points de vue des pays de l'Union européenne et expertises locales de terrain sont autant d'atouts précieux pour construire des propositions durables et acceptées démocratiquement.

C'est dans cette perspective que le CESE, le Comité économique et social européen, l'UCESIF et les CESER français ont collecté, toute l'année 2015, les avis et rapports relatifs au dérèglement climatique produits par leurs réseaux sur les nombreuses thématiques transverses au climat: transition énergétique, agriculture durable, inégalités sociales et environnementales, etc.

CYCLE DE CONFERENCES LABELLISÉ COP 21

Le partage de ces connaissances s'est concrétisé par un cycle de séminaires et conférences internationales labellisé COP 21, organisé selon les étapes suivantes :

- À Athènes le 7 mai, sur les **apports d'une agriculture familiale économiquement viable, écologiquement durable et socialement inclusive** ;
- À Dakar le 1er juillet, sur les **financements pour accompagner l'atténuation du réchauffement et l'adaptation des économies** ;
- À Paris le 13 juillet, sur l'**enjeu du dérèglement climatique pour l'emploi et les populations en Europe et sur le point de vue local des territoires**.

La conférence du 23 octobre constitue l'étape finale avant la COP 21, en réunissant l'ensemble des réseaux de CES (mondial, d'Europe, d'Afrique et des régions) en association avec le Forum mondial de l'Economie Responsable de Lille pour un large débat. Objectif poursuivi : déboucher sur des recommandations fortes à l'attention des négociateurs.



08.00	Accueil café - viennoiserie
09.00	<p>Table-ronde introductory : <u>QUELLES SONT LES ATTENTES VIS-À-VIS DE LA COP 21 ?</u></p> <p>Animatrice : Céline MESQUIDA, Co-rapporteur de l'avis « Réussir la Conférence Climat Paris 2015 » Conseillère au Conseil économique, social et environnemental de France (CESE de France) au titre de France Nature Environnement</p> <p>Jean-Paul DELEVOYE, Président du CESE de France</p> <p>Laurent FABIUS, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France</p> <p>Georges DASSIS, Président du Comité économique et social européen (CES européen)</p> <p>Nizar BARAKA, Président de l'Union des CES de la Francophonie (UCESIF), Président du CESE du Maroc</p> <p>Aminata TALL, Présidente de l'Union des CES d'Afrique (UCESA), Présidente du CES du Sénégal</p> <p>DÉBATS</p>
10.15	Pause Café
10.45	<p>Table-ronde 1/ <u>LES EFFORTS CONJOINTS EUROPE-AFRIQUE POUR UN DÉVELOPPEMENT BASÉ SUR UNE ÉCONOMIE BAS-CARBONE</u></p> <p>Animateur : Stéphanie HERRERA SALAS, Etudiante du Master Gouvernance de projets de développement durable au Sud de l'Université Paris-Saclay</p> <p>Brenda KING, Présidente de l'Observatoire du Développement Durable du CES européen</p> <p>Bernard GUIRKINGER, Co-rapporteur de l'avis « Réussir la conférence climat Paris 2015 » Membre du CESE de France au titre de la protection de la nature et de l'environnement</p> <p>Moïse NAPON, Président du CES du Burkina Faso</p> <p>Javier FERRER, Président de la Commission des Politiques Sectorielles et de l'Environnement du CES d'Espagne</p> <p>Bridget K. BURNS, Directrice de plaidoyer et communication de WEDO, représentante du groupe ma-jeur Femmes de l'ONU</p> <p>Dominique ATCHAWE, Vice-président du CES du Bénin</p> <p>Dr. Rory O'DONNELL, Directeur du CNES d'Irlande</p> <p>DÉBATS</p>
12.15	Pause déjeuner- buffet
EN PARALLÈLE 12.30-14.00	<p>Table ronde/ <u>la menace de submersion des îles et rivages bas : quelles conséquences humaines - les déplacés - et quels impacts économiques et géopolitiques ?</u></p> <p>Animatrice : Nathalie BOYER, Déléguée générale de l'Association OREE</p> <p>Angelo FREBAULT, Président du CESER de la Polynésie Française, Patrick GALENON, Membre du CESE, Manuel DIAS VAZ, Co-rapporteur de l'étude des CESER de l'Atlantique intitulée «Submersion marine et érosion côtière : connaître, prévenir et gérer les risques naturels littoraux sur la façade atlantique», membre du CESER Aquitaine, Gabriel Alain HIERSO, Président de la Commission Aménagement du territoire du CESER de la Martinique, Patricia SAVIN, Présidente de l'Association OREE et Nicolas IMBERT, Directeur de Green Cross France et Territoires</p>
14.00	<p>Table ronde 2/ <u>LES SOLUTIONS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET POUR L'ADAPTATION SERONT AUSSI LOCALES, INDUSTRIELLES, AGRICOLES ET DANS NOS COMPORTEMENTS</u></p> <p>Animateur : Gilles BERHAULT, Président du Comité 21 et du Club France Développement durable, Organisateur de Solutions COP21</p> <p>Jean-Pierre NACRY, Délégué général du World Forum Lille for Responsible Economy</p> <p>Steven FISH, Directeur général de Canadian Business for Social Responsibility - CBSR (Canada)</p> <p>Sachin JOSHI, Directeur du Centre d'Excellence pour le Développement Durable de la Confédération indienne de l'Industrie</p> <p>Mamadou CISSOKHO, Président d'honneur du Réseau des Organisations de Producteurs africains - ROPA (Sénégal)</p> <p>Maryke VAN STADEN, Responsable du programme Bas Carbone du Conseil mondial des Maires pour le Changement climatique (ICLEI) Secrétariat Monde, Représentante du groupe majeur LGMA de l'ONU</p> <p>André GARINO, Président du CES de Monaco</p> <p>René NGONGO, Président de la Commission Environnement et Ressources naturelles du CES de la République Démocratique du Congo</p> <p>DÉBATS</p>



15.30	<p>Table ronde 3/ <u>LA GOUVERNANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD : L'IMPORTANCE DE L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE RÔLE DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX</u></p> <p>Animateur : Delphine BLUMEREAU, Présidente de CliMates, membre du groupe majeur YOUNGO de l'ONU, Coorganisateur de la COP21 des Jeunes</p> <p>Anne-Marie DUCROUX, Présidente de la section de l'Environnement du CESE de France au titre de Humanité et Biodiversité</p> <p>Wael HMAIDAN, Directeur de CliMate Action Network (Liban), Représentant du groupe majeur RENFO de l'ONU</p> <p>Dimitter BRANKOV, Membre du CES de Bulgarie et Vice-président de l'Association bulgare de l'Industrie</p> <p>Hadjia Rabiatou Serah DIALLO, Vice-Présidente de l'UCESIF et Présidente du CES de Guinée</p> <p>Mohamed Séghir BABES, Président du CES d'Algérie</p> <p>Pierre-Jean COULON, Membre du CES européen, Président de la Section TEN/CESE et Secrétaire Confédéral Europe-International CFTC</p> <p>Pierre CUYPERS, Président de la Commission Agriculture, Environnement et Ruralité, responsable de la coordination des travaux du CESER d'Ile-de-France sur le dérèglement climatique</p> <p>DÉBATS</p>
17.00	<p>Pause Café</p>
17.30	<p>Table-ronde 4/ <u>VERS UNE DÉCLARATION CONJOINTE DES PRÉSIDENTS DES UNIONS DE CES CONVERGENTE AVEC CELLES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET DES ENTREPRISES</u></p> <p>Animatrice: Catherine TISSOT-COLLE, Vice-présidente de la section de l'Environnement du CESE de France, au titre du MEDEF membre du Business Climate Summit</p> <p><i>Lecture de la déclaration conjointe par un(e) étudiant(e)</i></p> <p>Nizar BARAKA, Président de l'UCESIF</p> <p>Aminata TALL, Présidente de l'UCESA</p> <p>Georges DASSIS, Président du CES européen</p> <p>Monseigneur Agripino NÚÑEZ COLLADO, Président de l'Association internationale des CES et Institutions similaires (AICESIS), Président du CES de la République Dominicaine</p> <p>DÉBATS</p>
18.15	<p>Clôture</p> <p>Michaëlle JEAN, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, ancienne Gouverneure générale du Canada</p> <p>Hakima EI HAITE, Ministre déléguée chargée du Climat et de l'Énergie, Maroc</p> <p>Jean Paul DELEVOYE, Président du CESE de France</p> <p>Annick GIRARDIN, Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, auprès du ministre des Affaires étrangères et du Développement international</p>

Précisions techniques :

Lieu : Palais d'Iéna, siège du Conseil économique, social et environnemental, 9, place d'Iéna, 75016 Paris

Langues : Traduction simultanée en anglais et français / espagnol passif

Ce colloque est ouvert au public sur inscriptions préalables gratuites. [POUR S'INSCRIRE, cliquez ici](#)

WIFI Login : CLIMAT / Mot de passe : conference

*A confirmer

La veille se sera tenu à Lille un premier colloque avec une partie des participants de la table ronde 3 dans le cadre du Forum Mondial de l'Economie Responsable en vue de la COP21, sous le titre :

« COP21 : Comment aller au-delà des engagements nationaux pour lutter contre le réchauffement climatique ? »